

Education, femmes et socialisme à Cuba

L'article suivant est une traduction d'un texte de Sylvia Kashdan, connue aux Etats-Unis pour avoir une excellente connaissance de la situation sociale et politique de la Chine et des divers pays d'Amérique latine. Elle publia notamment de nombreux travaux sur les mouvements ouvriers et anarcho-syndicalistes sud-américains ainsi que sur le mouvement libertaire cubain.

LES structures économiques de Cuba résultaient de l'immigration libre ou forcée, dans le « nouveau monde ». C'est pourquoi Cuba n'a jamais eu une économie statique, agricole et féodale au sens traditionnel du mot. Les « latifundias » et les petites propriétés agricoles étaient exploitées dans un but plus commercial que de consommation directe. Au milieu du XIX^e siècle, quand cette forme primitive de rapport capitaliste commença à disparaître devant les exigences du marché international, cette disparition entraîna celle de l'impulsion sociale d'une grande partie de la population. La nécessité pour les femmes de se soumettre à un travail aussi dur que celui des hommes leur permit de participer aux nombreux combats pour l'amélioration des conditions de vie. Les journalières, pauvres, de toutes races, prirent part à la guérilla pour l'indépendance ainsi qu'aux grandes batailles de 1860 à 1890. Après l'accession à l'indépendance, les luttes pour l'amélioration de la vie se multiplièrent et les femmes y conservèrent leur rôle actif.

Entre temps se développa, du fait de l'entreprise d'hommes d'affaires étrangers et indigènes, dans les villes et surtout à La Havane, une classe ouvrière avec ses propres activités et en étroite relation avec la classe ouvrière européenne. De nombreux combats et revendications menés par le mouvement ouvrier international furent partagés par les travailleurs cubains. Les anarchistes et anarcho-syndicalistes avaient une grande influence dans les organisations ouvrières récentes des industries du tabac et de l'alimentation, des industries portuaires. Presque 30% des femmes cubaines salariées en 1903 étaient employées dans l'industrie du tabac ; le reste travaillait surtout comme personnel de maison, comme partout en Amérique latine.

Bien qu'autrefois (comme aujourd'hui) la plupart des femmes cubaines des couches populaires ne percevaient pas un salaire, leur existence n'en était pas moins centrée sur les nécessités de l'industrie et du marché du travail. C'est ainsi que, nombreuses, elles prirent une part active aux luttes et aux grèves souvent très dures qui se suivirent du début du siècle jusqu'à la fin des années 30. Les femmes, à la campagne comme dans les villes, dans presque leur totalité, participèrent activement

(suite page 4)

La grève des pompistes de Barcelone

UNE délégation du comité de grève des pompistes de Barcelone, accompagnée du secrétaire aux Relations Internationales de la C.N.T., s'est rendue à Paris, la semaine dernière, pour faire le point sur cette grève et expliquer l'enjeu important qu'elle soulève actuellement.

A partir d'un texte élaboré par nos soins, plusieurs organisations ont envoyé à la presse un article expliquant la situation vécue par la C.N.T. en Espagne à travers cette grève, et appelant à la solidarité morale et financière.

Nous reproduisons ce texte en page 8.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

JEUDI 5 OCTOBRE 1978
NUMÉRO SPÉCIAL DU MONDE LIBERTAIRE

L'art et la société

Le numéro paraîtra sur 12 pages

Prix : 4 F

Moyen-Orient : EMBRASSADES

AU-DESSUS DES CHARNIERS



Ces princes qui s'entrecroisent sur les routes du Moyen-Orient

Le ballet des chefs de file du Moyen-Orient vient de se remettre en route sous l'œil attentif des impérialistes qui tirent les ficelles dans la région. A cette sarabande des baisers humides, des grandes tapes dans le dos, des poignées de mains ostentatoires, il ne manquait que Bégin l'Israélien et Khadafi le Lybien. Aujourd'hui c'est chose faite. A Camp-David comme à Damas on s'embrasse et on s'aime! Il ne manque

à cette comédie poisseuse, entracte aux tragédies sanglantes, que les milliers de morts sacrifiés aux intérêts et à l'orgueil de ces princes qui s'entrecroisent sur les routes du monde et qui laissent dans leur sillage un relan de pétrole et de charnier. A leur bouche les mots nobles, ceux de paix, de liberté! Quelle paix? Quelle liberté? alors que, comme une chappe de plomb, pèsent sur les épaules des peuples de ces régions le nationalisme, les cultes, la misère qui les écrasent plus sûrement que le soleil.

C'est entendu, il est préférable de parler de paix que de faire la guerre, encore que le Liban nous démontre que ce n'est pas incompatible. Mais à Camp-David, il n'est rien sorti d'autre qu'un élargissement de cet entracte destiné à resserrer les alliances et à préparer une nouvelle guerre du « droit » et de la « justice ». Il ne peut pas en être autrement, depuis que la puissance militaire d'Israël compense la pression des peuples islamiques. Il ne peut pas en être autrement car entre les deux camps, deux millions de Palestiniens victimes des guerres successives ont été refoulés d'un pays à un autre et vivent sans aucun espoir d'échapper au ghetto dans lequel on les a parqués. D'abord force explosive savamment entretenue par les roitelets arabes qui avaient les possibilités de les intégrer et qui les ont maintenus sous pression pour en faire le fer de lance de l'offensive qui devait rejeter les Israéliens à la mer, ils sont devenus un poids dont les « frères » ne veulent pas s'encroûter.

Hussein, qui les a massacrés au cours d'un Septembre noir tragique, n'en veut pas. Alors qu'il est tout acquis à l'impérialisme américain qui l'a soutenu depuis vingt ans, il refuse d'adhérer aux accords de Camp David car les Palestiniens réinstallés en Cisjordanie et sous son contrôle exploseront sur ce territoire trop étroit, réveilleront la solidarité des autres Palestiniens, ceux qui constituent la moitié de la population de son pays, et le pousseront à

une nouvelle guerre avec Israël. Sadate, lui, ne les a jamais acceptés sur son territoire. Il cherche à se débarrasser d'un fardeau qui empêche l'Egypte de prendre son essor économique. Les autres pays modérés de la région n'ont accepté sur leur sol que ce qu'il leur fallait de main-d'œuvre industrielle pour aider à leur développement économique et afficher une solidarité de pacotille. Et l'argent du pétrole n'a servi à rien d'autre qu'à dorer les barreaux de la cage où on les a ensermés et à remplir leurs gamelles.

Les pays du refus qui, à part la Syrie, sont loin du champ de bataille, se sont contentés de palabres ridicules, jouant les bravaches et plus attentifs aux mouvements et à l'agitation de leurs peuples acculés à la misère qu'au sort des Palestiniens, simples panneaux de propagande de leur politique, et dans ce domaine le sinistre Boumediène, attentif à ne pas perdre la vedette, s'est particulièrement distingué. Pour la Syrie c'est encore plus simple, elle a domestiqué « ses » Palestiniens qui ne sont plus au Liban qu'un pion de sa politique de la « grande Syrie », c'est-à-dire de la Syrie de l'Euphrate à la mer, de la Turquie à l'Egypte. Les réminiscences de l'Histoire montent à la tête de tous ces médiocres potentats qui se prennent pour Soliman le Magnifique alors qu'ils ne sont rien d'autre que la petite monnaie des despotes qui lançaient

(suite page 8)

A la petite semaine LOGIQUE

On se souvient encore de cette déclaration gouvernementale qui, afin de rassurer les Français, affirmait qu'un impôt spécial ne serait pas créé après la catastrophe pétrolière des côtes de Bretagne, mais qu'« au contraire » (?) c'est le gouvernement qui paierait.

Il faut croire qu'en haut-lieu on se soucie autant de maintenir une certaine bonne humeur au sein de la population par ce genre de petites phrases que de sauver la sidérurgie en Lorraine. Qu'on en juge!

M. Barre, dont le visage porcin porte déjà un peu à rire lorsqu'il se tait, devient franchement impayable au moindre propos. Dans l'une de ses dernières déclarations, il s'est voulu, là encore, rassurant. « La France, a-t-il dit, ne peut pas être un Etat policier. Le gouvernement ne veut pas que la France soit un Etat policier ». Certes, M. Barre ne va pas jusqu'à prétendre que l'Etat est policier par nature, mais enfin son but est louable, avouons-le! Mais pour cela que faut-il? Et bien c'est encore M. Barre qui nous le dit, et dans la même déclaration : « il faut une meilleure implantation de forces de sécurité qui seront accrues ». Logique, non?...

FLORÉAL

FOP.2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : VALENCIENNES

PYRENEES-ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE
 HAVRE - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
 ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
 CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2^e, 5^e,
 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 — MASSY-PALaiseau
 — MASSY
 — ORSAY-BURES
 — SAVIGNY SUR ORGE
 — CORBEIL ESSONNES
 — BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
 MARNE
 — DRAVEIL
 — VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
 CHELLES
 — MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— GROUPE DES YVELINES
 — ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
 BOULOGNE-BILLANCOURT
 — NANTERRE

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, LE-
 VALLOIS
 — ASNIERES
 — COURBEVOIE-COLOMBES
 — SEVRAN-BONDY
 — AULNAY-VILLEPINTE
 — ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, La Ferté-Macé-Flers, La
 Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
 neau, Brest, Centre-Bretagne, Nîmes,
 Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
 Sever, Vendôme, Montoire, Blois,
 St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
 Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord
 Seine-et-Marne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
 « La tête en bas » - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et
 liberté » - 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe de Lyon : le samedi de 15 h à 17 h, palais du Travail (salle 25) à
 Villeurbanne.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean
 Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
 Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi
 de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51
 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert
 Planquette à Paris 18^e.

Groupe Courbevoie-Colombes : les seconds et quatrièmes samedis de chaque
 mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184 bd. St-Denis à Courbevoie.

Groupe Germinai : tous les mardis au café « Le Danton », rue du Commerce
 Paris 15^e, de 18 à 19 h. Tous les mercredis au café « Le tabac », à Meudon,
 de 18 à 19 h. Tous les jeudis au café « Le métropole », avenue de la Répu-
 blique à Issy-les-Moulineaux, de 19 à 20 h 15.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	55 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez-vous

BULETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Les groupes anarchistes
 d'Annemasse
 et Premier Mai d'Anancy
 organisent

SAMEDI 30 SEPTEMBRE
 à partir de 14 H
 à la salle St-François
 à Anancy

UNE RÉUNION
 PERMANENCE
 à laquelle sont invités
 les anarchistes
 des deux Savoies
 et toutes les personnes
 intéressées par nos buts

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE A ST-LO

Adressez aux
 Relations Intérieures
 3, rue Ternaux - Paris 11^e
 vos revues usagées ou non
 qui les transmettront
 à la bibliothèque de St-Lô
 qui vient de s'ouvrir

POSTER EMMA GOLDMAN

Le groupe Premier Mai
 d'Anancy
 s'excuse auprès des camarades
 qui ont déjà commandé
 le poster d'Emma Goldman
 au prix de 10 F
 et leur demande s'il est possible
 d'envoyer un complément
 de 15 F

pour atteindre la somme réelle
 du poster qui est de 25 F
 Ce poster d'Emma Goldman
 toujours disponible
 est à commander à
 Jean-Pierre DUCRET
 leuditi chez Vaudey
 74 350 CRUSEILLES
 Il est réalisé pour soutenir
 le travail d'édition
 du groupe d'Anancy
 qui comprendra prochainement
 la réimpression des textes
 de Malatesta

Le groupe de Valenciennes
 vient de se constituer et ap-
 pelle tous les libertaires de la
 région à le contacter.

*

Le groupe libertaire foré-
 zien est en train de naître à
 St-Etienne et à Forez.

*

Pour entrer en contact avec
 ces deux groupes, écrire aux
 Relations Intérieures.

*

Les Relations Intérieures
 de la FA organisent une per-
 manence le samedi à Publico
 de 15 h à 19 h et le mardi
 de 18 h à 19 h.

Vous pourrez ainsi contac-
 ter par l'intermédiaire des
 R.I. le ou les groupes que
 vous désirez, envisager de
 former un groupe là où il n'en
 existe pas.

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

A bas l'armée

La lutte antimilitariste est de plus en plus importante et
 doit faire face à une répression accrue (peines d'emprisonnement plus lourdes que les années précédentes).

Face à cela, la Fédération Anarchiste lance une campagne
 de solidarité envers nos deux camarades, Bernard ANDRÉ
 (voir ML précédents) et Philippe GOSSELIN dont nous repro-
 duisons ci-dessous la lettre qu'il a rédigée et expédiée au com-
 mandant du C.I.P.M.

Déjà les livrets militaires de Jean-Charles Canonne, Ramon
 Pino, Pierre-Yves Selles, Bernard Richard, Philippe Charigny,
 Dominique Calbry, Alain Bruhl, Eric Zivohlava, Marc Paya,
 Laurent Vigneron et Thierry Huet ont été renvoyés au ministè-
 re des Armées (lettre jointe).

Nous demandons à tous ceux qui veulent, par une action
 commune, montrer leur solidarité, de nous faire parvenir leur
 livret que nous enverrons groupés au ministère. Il serait bon
 que ceux qui préfèrent les envoyer individuellement nous pré-
 viennent.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

M. le commandant du C.I.P.M.

Je tiens d'abord à vous dire
 que j'ai été recensé contre ma
 volonté, à la suite de quoi j'ai
 demandé des explications à la
 mairie de ma commune en don-
 nant les motifs de ma réprobation.

Ce la n'a pas suffi car je viens
 de recevoir une carte au sujet
 de la « préparation » militaire.

En tant que militant anar-
 chiste, il est tout à fait hors de
 question que je fasse de la « pré-
 paration » militaire comme d'ai-
 leurs du « service » militaire, car
 je ne peux collaborer avec une
 institution qui tente systématiquement
 de détruire toute forme
 d'initiative et d'imagination, qui
 s'oppose à toute réflexion et qui
 embrigade la jeunesse.

L'armée est toujours au ser-
 vice d'un régime quel qu'il soit,
 pour lequel elle s'entraîne beau-
 coup plus à combattre l'ennemi
 intérieur qu'un soi-disant enne-
 mi extérieur.

La folie de vouloir la paix en
 préparant la guerre a toujours
 conduit à des conflits sanglants.
 Avant d'essayer de justifier l'ar-
 mée en parlant de défense, rap-
 pelez-vous donc d'abord qu'Hitler
 et Mussolini avaient eux aussi
 des armées pour se défendre et
 qu'elles nous ont conduit au
 plus grand génocide que le mon-

de ait connu, et dites donc ce
 que vous défendiez en Algérie
 et au Tchad si ce n'est des in-
 térêts qui n'étaient sûrement
 pas ceux de la classe ouvrière
 mais ceux d'une classe oppri-
 mante.

Ne croyez-vous pas qu'il serait
 beaucoup plus intelligent de con-
 sacrer l'argent destiné à l'armée
 au développement du tiers-monde
 plutôt que de l'utiliser à faire
 d'un homme un esclave, une
 machine qui obéit aveuglément
 sans réfléchir et qui sert le ré-
 gime en opprimant ceux qui
 veulent vivre ? Quant à l'arme-
 ment nucléaire, il fait des popu-
 lations civiles des otages en puis-
 sance.

Vous voyez donc qu'il est tout
 à fait impossible que j'accomplisse
 mon « service » militaire et je
 vous demande de me laisser en
 paix. Je ne ferai pas non plus
 de « service » civil, car je n'ai
 aucun service à rendre à cette
 société sinon celui de la trans-
 former avec l'aide de tous mes
 camarades épris de liberté.

Sachez enfin qu'étant anar-
 chiste, mon unique combat se
 fera sans uniforme et aboutira
 à une société libertaire.

Recevez, M. le commandant,
 l'expression de ma révolte.

Philippe GOSSELIN



Monsieur,

Vous trouverez accompagnant cette lettre 11 livrets militaires.
 La cause première de ce renvoi est que vous allez bientôt juger
 deux de nos compagnons : Bernard ANDRÉ, objetteur-insoumis
 et Philippe GOSSELIN, insoumis total actuellement incarcéré à
 Rennes. Toutefois nous vous signalons que cette manifestation
 antimilitariste ne s'arrête pas simplement à un acte de solidarité
 envers nos camarades (ainsi qu'envers tous les antimilitaristes em-
 prisonnés), mais est bien un acte de désobéissance à votre armée.
 Nous vous rappelons que nous soutenons tous les antimilitaristes
 qui luttent pour la destruction de toutes les armées qu'elles soient
 au service d'une bourgeoisie, d'une technocratie ou d'une bureau-
 cratie.

Salutations antimilitaristes.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

— 25%

Jusqu'à la fin du mois d'octobre, nous accordons une
 réduction de 25% sur des livres anciens aux titres les
 plus variés ainsi que sur tous les disques en rayons.
 Qu'on se le dise!

en bref...en bref...

Chronique antimilitariste

Le 2 octobre, Pierre Lémonier passe en procès en correctionnelle à St-Etienne.

Le 3 octobre, Francis Castella repasse devant la cour d'appel de Dijon. Il avait appris sa première condamnation à 15 jours de prison fermes.

Le 29 septembre, Pierre Lebrun passe en appel devant la cour de Metz. Il avait été condamné une première fois à six mois fermes.

Le 16 novembre, Dominique Rideau passe devant la troisième chambre de la cour d'appel de Montpellier. Le procureur a fait appel à minima, Dominique ayant été condamné en juin à un mois de prison avec sursis pour désertion à l'ONF.

Le 17 novembre Henri Lagarde passera devant la cour d'appel d'Orléans.

Le 30 novembre Jean-Marie Cailleau passera devant la cour d'appel d'Angers. Sa première condamnation était de 6 mois avec sursis.

Alfred Tondeur est aujourd'hui 22 septembre à son 44^e jour de grève de la faim (il a aussi avalé une manche de fourchette). Il a été condamné le 9 août à 21 mois de prison par le TPF de Metz pour avoir renvoyé son statut d'objecteur de conscience sans avoir rejoint sa nouvelle affectation à la caserne d'Épernay.

Julien Florent, arrêté le 30 juillet, est en grève de la faim depuis le 4 août. Six personnes de son comité de soutien se sont mises en grève de la faim par solidarité.

Frayeur dans le 16^e

Roger Gicquel, chaque matin sur Europe 1, fait un discours sur le même ordre que celui de Bellemare « Pot de terre contre pot de fer », aux auditeurs pour tenter d'apporter une aide aux « luttes » collectives ou individuelles contre l'Etat, l'administration...

La semaine dernière, après un appel aux bourses pour aider un vieux marin dans l'acquisition d'un voilier, il nous a parlé, tremolant dans la voix, de la peur des enfants de la porte de St-Cloud à Paris, pour traverser les rues de la ville.

Ce journaliste vertueux aurait-il oublié d'ajouter que ce n'est pas le propre des enfants des quartiers bourgeois mais également celui des écoliers de toutes les grandes villes. Quant à nous, nous nous rassurons du sort des apeurés des banlieues ou quartiers populaires, bien au chaud (quelle chance) à 30 ou 40 par classes. Et Roger Gicquel peut passer un hiver tranquille, la chaleur humaine étant ce qu'elle est, il n'aura pas besoin de faire appel au charbon pour réchauffer ces petits veinards.

Le Vivarais nucléaire

APRÈS un déficit de 655 millions en 1976, EDF a réalisé un bénéfice de 679 millions de francs en 1977 grâce à l'abondance exceptionnelle des apports hydrauliques. Malgré cela, contre vents et marées, si l'on peut dire, EDF, cette année, consacre les trois cinquièmes des 16 milliards d'investissements pour la construction des centrales nucléaires.

En Ardèche, le soleil dessèche les maigres forêts, au point que les incendies se multiplient avant l'ouverture de la chasse. Dans la vallée du Rhône, le Mistral souffle à décorner les bœufs. Utiliser les énergies solaires et éoliennes, pour ne parler que de celles-là, c'est trop évident et trop facile pour les inénarrables technocrates de l'EDF. Pourquoi prendre un chemin plus court puisqu'il en existe un plus long ? La logique shado-kienne de l'EDF ne fait pas rire, car cet humour, bien involontaire, appartient au genre radioactif, ce qui, juridiquement parlant, s'appelle crime avec préméditation.

En avril 78, le permis de construire une centrale nucléaire à Cruas-Meysses, près du Teil en Ardèche, est accordé à EDF. Les associations écologistes locales contre-attaquent immédiatement en intentant un procès.

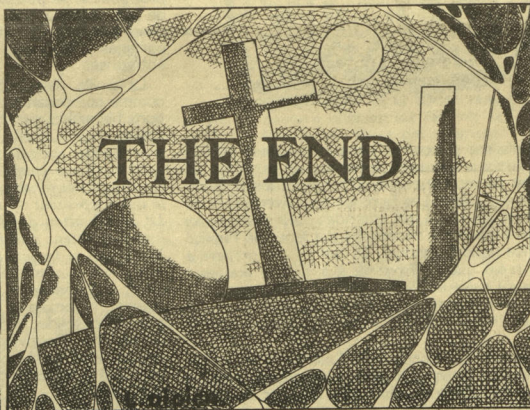
De peur de voir les travaux interrompus par un tribunal qui demande à avoir le temps pour édicter sa loi, EDF vient de déposer une nouvelle demande de permis de construire à laquelle est adjointe une étude d'impact (comme le prévoit la législation sur la protection de la nature), Flammenville a, semble-t-il, servi de leçon à ces beaux messieurs.

Ensuite le dossier d'impact s'intéresse aux conséquences qu'il y aura sur les eaux du Rhône, les nappes phréatiques, l'atmosphère, la tranquillité du voisinage, le paysage, et même, pointe touchante d'humanisme, sur la vie économique et sociale de la région.

Certes, l'eau pompée dans le Rhône lui sera restituée à une température n'excédant pas 30°, ce qui augmentera de 0,14° maximum la température du fleuve. Mais ce que l'EDF ne dit pas, c'est que le fonctionnement de la centrale de Tricastin, située à quelques dizaines de kilomètres en aval aurait été sérieusement perturbé si les rejets de Cruas-Meysses n'étaient pas refroidis.

La qualité des eaux du Rhône sera de plus en plus médiocre. Outre l'eau chaude, la centrale y vomira des éléments radioactifs (tritium), des produits de désintégration, etc. Individuellement, les effets sont dits « négligeables », additionnés les uns aux autres, toutes ces agressions finiront de tuer le fleuve et de le transformer en réceptacle chargé de drainer les poubelles et les déjections jusqu'à la Méditerranée, mer-dépotoir où l'on se baigne en masse l'été venu.

Du point de vue esthétique, il y existe déjà deux cimenteries et d'immenses carrières rongent la montagne. L'architecture colossale de la centrale sera impossible à dissimuler, mais EDF dit que dans « un paysage à allure défigurée », un peu plus, un peu moins... Le massacre est commencé, on peut le continuer. Encore une fois, l'indigence du raisonnement est re-



Les habitants de Cruas et de Meysses ont donc été récemment invités à consulter l'équivalent, en volume, d'un bottin d'indications techniques, de statistiques, de croquis, etc., assis entre deux chaises dans un recoin sombre de mairie et à des horaires où théoriquement, hormis les nourrissons et les séniles, tout le monde est au turbin. Ajoutons que la Préfecture a refusé aux écologistes un exemplaire de cet égotique grimoire alchimiste des temps modernes. Inutile de dire que, selon la version officielle, un maximum de publicité est sensé être donné pour que les citoyens concernés puissent prendre connaissance de ce qui a été décidé pour eux.

La centrale est d'abord présentée : sur 150 hectares en bordure du Rhône s'élèveront 4 réacteurs de 900 mégawatts de 56 m de haut, une cheminée, les bâtiments annexes et enfin, 4 tours de refroidissement d'une altitude, peut-on dire, de 156 m.

marquable.

Le démantèlement de la centrale, qui aura lieu vers 2015 si tout va bien, fait l'objet de ce que les lycéens appellent une « impasse totale ». En d'autres termes, ce qui n'est pas particulièrement intéressant est oublié, les pierres d'achoppement n'entrent pas en ligne de compte.

Enfin, puisque l'EDF veut faire les choses selon la législation en vigueur, elle aurait dû savoir qu'il est obligatoire qu'une étude d'impact dresse l'état naturel du site sur le plan biologique et sur le plan de la radioactivité. Or, sur ce sujet, il n'y a rien d'autre que quelques vagues promesses.

Les Ardéchois vont-ils admettre cette autojustification des rond-de-cuir de l'EDF ? Permettez-moi d'en douter. Les autocollants des voitures que l'on rencontre dans le Vivarais sont, eux, sans ambiguïté.

Bernard APPY

LA RUE N° 25 EST PARUE — NUMÉRO SPÉCIAL — 15 F

« Les pénétrations policières dans le milieu ouvrier »

Immigrés

La lutte continue...

S ELON une enquête récente du ministère du Travail, le nombre des travailleurs immigrés en France aurait, paraît-il, sensiblement diminué, puisque de 12,4% il serait passé à 10,5%, soit 1 146 000 travailleurs. Ces chiffres viendraient, d'après eux, attester de l'efficacité des trop célèbres mesures Stoléro, mais que ce dernier ne pavoise pas trop vite, car dans cette enquête ne figure pas, bien sûr, les immigrés au chômage ainsi que ceux contraints au travail forcé, c'est-à-dire non déclaré, ce qui augmenterait sans l'ombre d'un doute les 10,5% annoncés.

On se souvient que c'est en septembre 1977 que Lionel Stoléro, alors secrétaire d'Etat à l'immigration annonçait de nouvelles mesures visant à l'expulsion massive (près de 2 millions) des travailleurs immigrés vers leur pays d'origine. Dans un premier temps, on assista à l'opération dit « retour volontaire » qui tourna court d'ailleurs puisque sur 50 000 personnes concernées, 3601 seulement répondirent à cet élan du cœur.

Le gouvernement proposait aux travailleurs immigrés chômeurs de retourner chez eux, moyennant une indemnité d'1 000 000 de francs, somme pour le moins dérisoire... Cette mesure fut ensuite élargie à tous ceux ayant une activité salariée depuis au moins 5 ans, c'est-à-dire près d'un million de travailleurs! Suivit l'annonce de la suppression pour 3 ans de l'immigration familiale, ainsi qu'un arrêté définitif en ce qui concerne la délivrance des cartes de travail. Mesures qui soulèveront un tollé général surtout en ce qui concerne l'immigration familiale mais le maintien afferant à la non-délivrance des cartes de travail préservait en fait l'essentiel de l'ignoble politique raciste du gouvernement. Les raisons invoquées à tout cela, bien entendu : le problème de l'emploi, et Stoléro déclarait : « La situation économique est telle qu'un afflux d'immigrés perturberait le marché du travail ».



Chaque crise économique fait invariablement ressortir les vieilles attitudes hostiles et racistes à l'égard des travailleurs immigrés, tout cela ponctué par une campagne d'intoxication visant à faire croire que l'arrêt de l'immigration permettrait de résorber le chômage, procédé classique qui consiste à canaliser les mécontentements sur une minorité que l'on rend responsable de tous les maux. Le patronat, soutenu par le gouvernement, présente le travailleur immigré comme un concurrent qui fait pression sur les salaires et qui vient prendre au Français son travail. Chirac, en pleine période électorale, ne déclarait-il pas : « Un pays où il y a un million de chômeurs et deux millions de travailleurs immigrés n'est pas un pays où la question de l'emploi est insoluble ». Voilà qui n'est pas mal du tout! Aucune différence avec les propos tenus par le PFN, à savoir qu'un million de chômeurs c'est un million d'immigrés en trop... Cela ne manquera évidemment pas de nous inquiéter, surtout quand on voit la popularité dont jouit aujourd'hui le leader du mouvement RPR.

Pour revenir, un instant, sur les chiffres énoncés au début de cet article, il semblerait donc que la diminution du nombre des travailleurs immigrés ne favorise en rien celle des chômeurs puisque, si je ne m'abuse, celui-ci ne cesse d'augmenter. Simple constatation qui nous montre l'incohérence des propos tenus par tous ces politiciens. Il faudrait que leurs fumeuses réflexions n'apparaissent pas en contradiction d'une manière aussi évidente. Mais, il est vrai qu'ils ont pris l'habitude de nous prendre pour des veaux.

Autres constatations tirées de cette enquête, celle-là beaucoup plus significatives, qui nous informent que 90% des immigrés sont des ouvriers, là on est nullement étonnés, pas plus que lorsqu'on apprend que la branche où ils sont le plus nombreux (50%) reste les services d'hygiène, c'est-à-dire les travaux situés au plus bas de « l'échelle sociale ».

Les travailleurs immigrés dont les conditions d'existence s'avèrent toujours aussi pénibles, continuent de subir la répression féroce de la part du gouvernement : tabassages, séquestration illégale avant expulsion...

Dernièrement, un Algérien, Edème Akimzine, portait plainte pour avoir été détenu pendant 4 jours dans un commissariat de Grenoble. Les prisons clandestines, type Arenç, qu'une circulaire a finalement « légalisées » et « multipliées » (voir article ML) fonctionnent toujours.

Il est de notre devoir de lutter avec nos camarades contre ces mesures intolérables dignes du plus pur fascisme.

Denis LAROISSINIE

Après les produits... la pub libre

Non, ce n'est pas un nouveau slogan de Carrefour, mais un des points fondamentaux débattu lors de la réunion du groupe Alo à Villeurbanne. Tous ceux qui luttent contre le monopole de l'information ont de quoi se réjouir. Hernu, au nom de son parti, nous a enfin rassuré : le PS est favorable à la création de radios « non-libres » du genre haut conseil de l'audiovisuel super-

visant les radios locales. Le point qui fut le plus discuté n'est pas celui sur l'animation des ondes (les populations n'auront qu'à écouter et non pas à parler) mais sur leur support financier. Le groupe Alo réclame cinq minutes de publicité par jour, le PS en exige 3 minutes par heure : point de vue fondamental pour le droit à l'information... pardon au bourrage de crâne!!!

Education, femmes et socialisme à Cuba

(suite de la page 1)

à l'organisation des associations ouvrières (coopératives) et des « collectifs » (union pour une économie collective). Cette participation fut saluée par les anarchistes et les anarcho-sindicalistes parmi lesquels à cette époque justement, les idées sur la libération sexuelle et la transformation de la famille faisaient l'objet de débats.

Ce problème de la libération sexuelle et de la transformation de la famille devenait déjà particulièrement sensible pour les ouvrières et journalières conditionnées par le choc immédiat entre l'univers industriel et du travail d'une part, et l'univers social et personnel d'autre part. Les conditions de vie des petits propriétaires et des ouvriers précipitèrent les liens familiaux dans une crise. Ces conditions de vie signifiaient : des logements totalement insalubres, un temps de travail prolongé, un salaire insuffisant, le chômage, les nécessités d'une famille nombreuse, trouver un travail très éloigné, etc. Autant de facteurs contribuant à une désintégration rapide des relations familiales. Le mariage « de facto » devint de plus en plus fréquent (concubinage). Cela fit progresser chez les pauvres la conviction que l'Eglise aussi bien que l'Etat et le patron étaient responsables de cette oppression. Les conceptions anarchistes sur l'amour libre et l'émancipation sexuelle, liée à leur opposition à la religion et à l'Etat donnèrent à ces sentiments existence et rationalité.

Durant la première moitié de notre siècle, les femmes intellectuelles et bourgeoises de Cuba, comme dans tous les pays, se battirent avec succès pour la conquête de quelques droits démocratiques comme le droit de vote et la possibilité d'exercer des professions libérales ou qualifiées. En 1957, 46% environ des professions libérales (médecins, avocats, architectes, etc.) et des travaux qualifiés étaient tenus par des femmes. Malgré tout, ces améliorations ne touchèrent aucunement ni les structures fondamentales de classe ni les problèmes sociaux intérieurs dans leur totalité.

Jusqu'à quel point y a-t-il eu réellement un changement à Cuba depuis 1959 (date de la victoire de Fidel Castro) ?

On a observé que l'analyse des relations entre les deux sexes dans une société permet d'évaluer le degré d'émancipation humaine atteint. Que le but du régime ait été la modernisation (comprendre l'industrialisation), il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui à Cuba les nécessités de l'industrie décident et dominent tant dans la vie individuelle que sociale.

Avant Castro, la bourgeoisie n'avait pas rempli « parfaitement » ses fonctions. La vie de la population n'avait pas été entièrement soumise aux conditions industrielles. Le nouveau système devait résoudre le problème : terminer le travail de la bourgeoisie pour « développer » le pays. Malgré leurs nombreuses défaites, les travailleurs (euses) manuel(les) de la campagne et les journalier (ières) ne se laissèrent pas soumettre et restaient partisans de leur propre autonomie. Dans un discours tenu le 4 septembre 1969, Castro décrivit la situation ainsi : « La production industrielle contribuera beaucoup à discipliner les travailleurs et ceci à travers les méthodes de production du travail même. Un pays très peu industrialisé avec la plus grande partie de sa population journalière habituée à commencer le travail à une certaine heure et demain à une autre ne peut développer chez les travailleurs un comportement méthodique ».

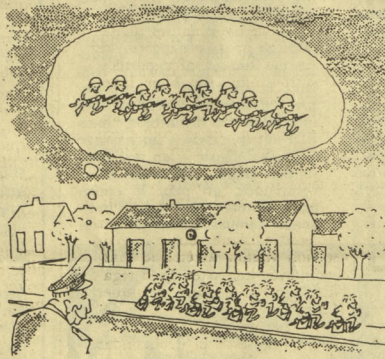
C'était un problème auquel les industriels européens et nord-américains avaient du, il y a longtemps, faire face. La faim et la force n'étaient pas parvenues à dompter et discipliner la nouvelle classe ouvrière. On y arriva seulement par une transformation psychologique et sociale de la vie à l'intérieur de cette classe et par son incorporation dans le processus industriel ; chaque activité et capacité humaine fut réduite à se soumettre au processus de la production. Le travail devenait l'expérience fondamentale qui conférait à l'existence toute sa signification et sa valeur. Cette transformation aboutit entièrement au moment où les femmes et les enfants furent aussi directement incorporés dans le processus du travail.

Cette expérience ne fut jamais contestée par les tenants du pouvoir à Cuba. Le régime de Fidel Castro était pleinement conscient de ses buts : discipliner et soumettre les travailleurs pour en faire un instrument utile dans le processus d'une complète industrialisation. On avait très vite compris que les femmes indépendantes pourraient jouer un rôle dans les « motivations » des hommes et devenir un élément de révolte. Ce qu'elles avaient prouvé au début du siècle dans les nombreux combats, mais aussi durant les protestations contre la rareté des denrées au début de l'année 60. C'est pourquoi le gouvernement décida de reprendre l'initiative d'incorporer directement les femmes dans le monde du travail, de les soumettre à la discipline industrielle. A présent 24% des femmes cubaines travaillent sur une base salariale. Le reste, excepté celles devant travailler à la maison, fut enrôlé pour travailler « volontairement ». La fédération des femmes cubaines, un instrument du gouvernement, a reconnu comme but propre à son institution : « Le relèvement du niveau idéologique, culturel, politique et scientifique des femmes pour les préparer aux tâches que la révolution leur assigne, pour leur attribuer ainsi le rôle qui leur convient dans la nouvelle société ». La fédération organise des cours de cuisine et de travaux ménagers pour continuer la formation des femmes et leur donner une « éducation idéologique ».

Les lois de 1974 sur la famille attribuent une grande importance au groupe familial comme « lien naturel » entre le développement social et l'industrialisation. Pour

accorder ce principe à « l'idéologie socialiste », la base de classe de la famille est niée et la famille est interprétée comme « institution naturelle ». Il est remarquable que tel a toujours été le point de vue bourgeois. Dans sa relation, toujours plus étroite avec le processus d'industrialisation, la famille est constamment louée quand ce n'est pas glorifiée. Hommes et femmes sont conseillés et même exhortés à se marier légalement. Outre cela, l'Etat offre aux couples mariés de nombreux cadeaux (entre autres des aliments, des boissons, une photo de mariage, une voiture avec chauffeur, un voyage de nocces dans un hôtel confortable...). Les couples naturels sont publiquement désapprouvés. Même les rapports sexuels pré-nuptiaux et extraconjugaux sont vus d'un mauvais œil et combattus, parce que l'on considère qu'ils peuvent détourner du travail politique et surtout de la production.

Pour maintenir l'indispensable tension psychologique nécessaire à l'effort pour l'industrialisation, la répression sexuelle fut renforcée. D'après de nombreux observateurs, entre autres Margaret Randel et Ernest Cardenal, la chasteté est très estimée. Les femmes ayant eu des rapports sexuels sont « gênées » dans leurs études et leur carrière professionnelle. Dans son livre *Cuban women now* (Les femmes cubaines aujourd'hui, Toronto 1974) Margaret Randel souligne que, de toute façon, la libération sexuelle d'après l'idéologie officielle n'est seulement considérée que comme la libération de la prostitution. Bien que des moyens contraceptifs et des méthodes convenables d'avortement soient accessibles, ils ne sont ni subventionnés ni encouragés par le gouvernement : aujourd'hui encore de nombreux avortements sont pratiqués partout illégalement.



Cuba « socialiste », comme dans les sociétés capitalistes, voit plutôt la sexualité à travers les rapports de production (et de reproduction) qu'à travers les rapports de sensualité et de joie. Les femmes sont exemptées de service militaire ainsi que des amendes pour absence au travail quand celle-ci est nécessitée par leur rôle familial de productrice dans la maison. En fait : « qui prépare à l'écolier son repas quand il revient à midi à la maison ? Qui s'occupe du nouveau-né non désiré ou de ceux de 2, 3 ou 4 ans ? Qui prépare à l'homme son repas quand il revient de son travail ? Qui des deux sexes lave, nettoie et repasse ? »

Ainsi se termina un discours de Castro en 1975 ; il y avait une réponse claire qu'il donna bien que ce ne fut pas utile, au deuxième congrès des femmes cubaines en 1975 : « On doit concilier aux femmes quelques petits privilèges et exceptions parce que ce sont elles qui supportent le fardeau de la maternité ».

Pendant que la maternité est honorée, l'éducation sexuelle et la compréhension des rapports sexuels sont dans la plupart des cas entravées. Dans une interview conduite par Margaret Randall, Clementine Sierra, directrice des « groupes d'enfants » et en même temps membre du comité central du parti, raconta que les garçons et les filles en âge d'aller à l'école entreprenaient tout ensemble, sauf le bain. Cela pour éviter des questions inconvenantes sur la sexualité et auxquelles les femmes chargées de l'éducation (et ce sont seulement des femmes) auraient été incapables de donner une réponse correcte. L'ignorance des femmes sur les questions sexuelles, plus de 16 ans après la révolution, ne pouvait pas être expliquée.

Dans les déclarations officielles du premier congrès national de l'éducation et de la culture en 1971, il fut exposé que dans aucune classe scolaire ne devait avoir lieu une éducation sexuelle spécifique pour ne pas donner une importance exagérée au sexe dans les pensées de l'enfant. A la place de cela, il est recommandé au personnel enseignant de « réfléchir sur l'importance de l'amour physique au point de vue de la naissance des générations futures et sur les mobiles qu'il faut par suite avoir toujours présent à l'esprit ». L'amour est vu comme quelque chose de très éloigné de la sexualité, bien plus propre et noble. Il ne serait pas juste de ne voir la sexualité comme procurant un plaisir, mais ce serait plutôt une chose pouvant être utile à l'« Amour », au couple et à la fertilisation ; autrement, cela pourrait être néfaste à la production. Dans ce cas la sexualité est considérée comme quelque chose de vulgaire et répugnant.

Au fur et à mesure qu'un jeune traverse l'institution scolaire, s'accroît la répression sexuelle. Durant l'expansion grandissante des universités, les garçons et les filles sont cantonnés dans des bâtiments différents. Souvent ils doivent s'inscrire dans des établissements exclusivement masculin ou féminin. Même les brigades de travail à la campagne et dans l'industrie sont séparées d'après le sexe. Dans le rapport du gouvernement cubain à l'occasion de la 30^e rencontre internationale sur les problèmes de l'éducation, rapport rendu public en 1968, fut exposé que la vie des étudiants est totalement organisée sous la conduite d'instructeurs ne leur laissant aucune possibilité de « prendre de détestables habitudes ».

Pour atteindre une « modernisation » aussi rapide que possible, le régime a décidé d'éliminer ce que Castro appelle « l'instinct égocentrique de l'individualisme ». Le capitalisme, dit Castro, tend à assouvir les instincts de l'être humain (!) alors qu'au contraire le socialisme en exige le sacrifice parce qu'il est engagé dans la construction d'un nouvel ordre. En d'autres termes : ce que l'on veut c'est que l'homme et la femme laissent de côté la satisfaction de leurs désirs pour un temps indéterminé afin de garantir l'accumulation du capital ; cela enthousiasmerait même les puritains!

L'éducation est toujours plus centrée sur le processus de la production industrielle, dont elle prend en charge toujours plus directement sa signification et ses valeurs. D'après les mots de Clementine Sierra, le devoir des « groupes d'enfants » est d'assurer l'éducation « d'enfants sains, forts et politiquement vigilants (...) des enfants qui prendront la place des travailleurs actuels ». Dans ce but les enfants apprennent à 5 ans à s'habiller seuls (« Ainsi ils ne sont pas des parasites »), à ne pas casser les jouets (« Ainsi ils apprennent à respecter la propriété socialiste »), à tenir un plan d'étude bien réglé (« Ainsi ils ont une vie bien ordonnée ») et à développer de bonnes habitudes de travail. Les « groupes d'enfants » ont des petits jardins caractérisés par des bandes oranges et blanches comme dans les industries d'Etat. Les enfants de 4 à 5 ans sont organisés en brigades de travail dans les jardins. Ceux dont la conduite et le comportement au cours de la semaine furent les meilleurs prennent la direction du travail. Des sorties sont organisées pour rendre visite aux « travailleurs exemplaires » et les observer dans leur travail. Les enfants sont même invités à demander à leurs parents d'être des « travailleurs d'avant-garde ».

A l'école primaire la motivation pour le travail et la productivité se poursuit. Les écoliers passent une partie de leur temps à tenir propre et à arranger la cour, à jardiner et à faire de l'élevage. Les écoliers sont à cet effet partagés en brigade de travail et visitent fabriques et entreprises.

La famille, dans le cadre du mariage légal, est soutenue comme composante de ses efforts pour stabiliser les rapports hiérarchiques. D'après le congrès de 1971 sur l'éducation et la culture : « la famille a pris en charge dans notre société un rôle relationnel avec les institutions collectives... La nécessité de renforcer rapidement et au plus haut degré le fondement économique du pays a influencé le développement de masse des hommes et des femmes... La mobilisation des facteurs sociaux et la société socialiste permettent à la famille de maintenir des liens entre les enfants et les jeunes d'une part et la situation d'autre part ». En d'autres termes : la famille peut aider à discipliner la jeunesse en apportant son soutien à l'autorité établie ; la famille et la politique sexuelle se font un devoir de consolider le contrôle de la population. Des transformations effectives dans la famille et la vie sexuelle conduiraient en même temps qu'à une vie coupée de la sexualité à la destruction de l'instinct de soumission et d'obéissance.

La répression publique de l'homosexualité n'est que la conséquence logique de tout cela. Ces « anormaux » se voient refuser tout travail, toute formation, et la qualité de membre du parti (!) ; ils sont même souvent emprisonnés ou internés dans des camps lorsqu'un juge qu'à leur « déviation » vient s'ajouter un caractère particulièrement introverti et instable. Parce qu'ils ou elles ont sur la sexualité une position divergente de la position officielle, les homosexuel(les) sont en général montré(es) comme de mauvais exemples. A Cuba comme aux Etats-Unis, on prétend que les homosexuel(les) perturbent l'organisation du travail.

Les partisans du régime actuel expliquent que la possibilité de se marier légalement, d'aller chaque semaine dans des salons de beauté, d'être féminine, de pouvoir devenir « reine de beauté », etc., autrefois un luxe réservé exclusivement aux riches, que l'accessibilité à ces possibilités pour chaque femme cubaine était en soi déjà révolutionnaire. Ce qui signifie que la seule chose à ne pas être en ordre dans la société industrielle capitaliste serait le fait que les femmes ne partagent pas également ces avantages et services.

Quand les capitalistes privés sont remplacés par des administrateurs d'Etat, « bien dans la ligne officielle », qui continuent à exiger des sacrifices, à empêcher et réprimer l'activité autonome du reste de la population, en réalité rien du tout n'a changé. Les gens, comme avant, ne peuvent décider de ce qui les concerne. La croissance du niveau économique de la vie (s'il y en a une) ne peut compenser la misère des conditions de la vie humaine et sociale, comme le prouvent clairement les pays d'un haut développement économique tels les USA.

Silvia KASHDAN

Rentrée scolaire Les oubliés

Tous les journaux, toutes les radios, la télévision en ont parlé. C'est un événement de première importance, et comment donc!

Tout le monde. Tous les adultes, devrais-je dire, s'intéresse à la scolarité des enfants. Pour les uns, ça été l'occasion de dire que cette rentrée s'est mieux passée que jamais car le gouvernement y a pourvu, à part quelques effectifs (élèves) pléthoriques et des professeurs pas encore nommés; mais cela s'arrange toujours très vite.

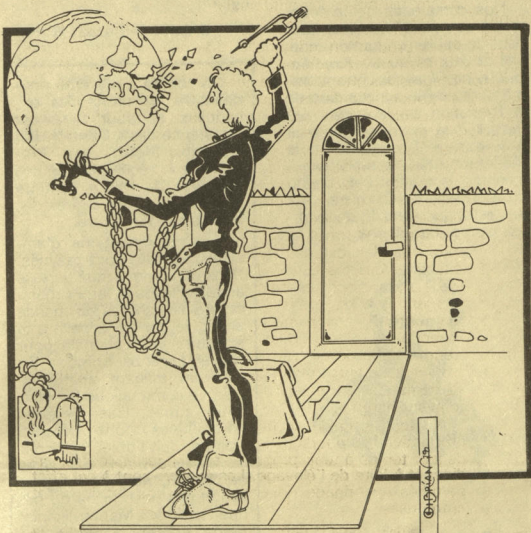
Pour les autres, l'habitude rangaine: trop d'élèves dans les classes, pas suffisamment de locaux, manque de professeurs. Ah! si nous étions là-haut, tout cela n'existerait pas.

trouver des salles dans le même étage. Ah! et puis, il faut que je vous dise, j'habite très loin, le matin il y aura des embouteillages...

Oh! oui, la rentrée scolaire est un événement d'importance pour tout le monde!

Pour tout le monde? Mais les principaux intéressés?... j'ai nommé les enfants. Que deviennent-ils dans tout cela? Transbahutés d'un côté et de l'autre, changés de classe, d'établissement, d'orientation, au dernier moment, ils ne sont que des pions qu'on utilise sur l'immense échiquier de la vie.

Pour les uns, ils sont un moyen sûr pour parvenir à leur fin politique: en faire des hommes



Quant aux parents, ils sont ou dans l'expectative (en attendant que ça s'arrange) ou dans l'inquiétude, ou plutôt satisfaits suivant le milieu social et l'établissement dans lequel entre leur enfant.

Chez le personnel de l'Éducation, merveille des merveilles. C'est là que ça s'agit le plus. On observe les nouveaux chefs d'établissement, on prend connaissance dare-dare de son emploi du temps, on consulte vite la liste des élèves des classes attribuées, si l'on est un « ancien », on vérifie sans tarder les salles dans lesquelles on doit se rendre à chaque heure. Ensuite, immédiatement... on agit. Dans le creux de l'oreille, on demande à la C.E. (conseillère d'Éducation) sympha si la nouvelle didi (directrice, en terme professionnel) ne sera pas trop scrupuleuse quant aux retards (des profs s'entend) ni à la manière de procéder en classe; s'il n'y aurait pas moyen d'arranger cet E.T. ou figurent quelques « trous », c'est-à-dire des heures sans élèves, disséminés dans la semaine entre deux cours, de manière à gagner un après-midi supplémentaire en plus des cinq impartis obligatoirement; ne pourrait-on pas, si faire se peut, refiler cette classe absolument affreuse à un nouveau venu qui ne connaît pas ses élèves, sinon on compte sur vous pour donner des sanctions exemplaires immédiates, et pour ne pas rater un tel ou une telle à la première occasion. Et puis, les salles! Vous vous rendez compte des salles dans lesquelles je vais: du 1^{er} étage je file au 3^e, pour me rendre ensuite dans les bâtiments d'à côté. Non, ce n'est pas humain! Il faut changer cela et me

et des femmes (=robots) qui les serviront aveuglément. Pour les autres, les parents, ils sont un produit dont ils veulent tirer satisfaction et orgueil.

Quant aux enseignants, à part quelques rares exceptions, pour eux ils sont un matériau sur lequel ils doivent compter, mais qui ne doit surtout pas les gêner dans leur petit confort personnel. Ainsi, on ne les acceptera pas en cours s'ils arrivent en retard. On prendra des sanctions pour des absences douteuses. S'ils ont 2, 3, voire 6 heures de permanence, on n'en a rien à faire. Ah! Si les surveillants « râleront », car ils seront tenus de les garder dans une salle et d'imposer le silence. Que dire des élèves indisciplinés, agités? Ceux-là, on leur fera un beau petit dossier qu'ils traiteront d'établissement en établissement, « catalogués » dès l'âge tendre!

Quant au transport de cartables, pesant de 6 à 10 kg, d'étage en étage, ça alors, c'est normal. A leur âge, n'est-ce pas, on est fort, on est jeune, on peut bien faire ça. Huit heures de cours, sans possibilité de bouger, de chahuter, de rire, de « vivre » de temps à autre, cela aussi est on ne peut plus normal.

Oui, messieurs-dames, la rentrée scolaire s'est bien passée, mieux que d'habitude, comme d'habitude, avec des effectifs pléthoriques, avec des profs en moins, avec des locaux insuffisants... et avec des enfants oubliés.

On a pensé à tout, sauf à eux.

M.C.
(gr. Courbevoie-Colombes)

Action directe contre la vivisection

DEPUIS l'année dernière, nous sommes un groupe de peu d'individus qui sévissent dans les laboratoires de recherche scientifique, dans le but d'une action directe contre la vivisection. Ces actions se cantonnent à prendre les animaux expérimentés et ceux en attente de l'être pour empêcher les chercheurs ou plutôt leurs bourreaux d'exécuter leurs tortures inutiles. Les animaux esquintés sont soignés et une fois redevenus normaux, ils sont placés pour qu'ils puissent retrouver une vie normale. Ces animaux que nous sortons sont torturés inutilement. Car il est prouvé depuis des années que la vivisection peut être remplacée par des méthodes alternatives qui sont d'ailleurs déjà utilisées dans certains endroits. Les méthodes alternatives, n'utilisant pas d'animaux, sont moins exorbitantes pour bon nombre de chercheurs, donc non utilisées. Car ne croyez pas que les chercheurs torturent les animaux avec une larme au coin de l'œil. Prenons un exemple parmi tant d'autres: celui de ce savant qui va prospecter dans les maisons avoisinantes au laboratoire pour récupérer les chats nés de récentes portées. Une fois dans son cher labo, notre compère trie les chatons qu'il désire charcuter et les autres... il leur coupe froidement la tête sur le champ. Alors, quand on nous parle des chercheurs au cœur tendre...

Nous voulons ces actions directes car nous en avons assez de voir la Ligue contre la vivisection vouloir arrêter le massacre avec les cartes de la légalité, le RPR et toute la clique. La parlotte, pour nous, c'est négatif. Les grandes gueules prêchant l'église et la droite nous donne à réfléchir sur l'intérêt de leur action. En ce qui nous concerne, nous ne nous réclamons de rien ni de personne, du droit de vivre seulement.

Ci-joint le bilan de l'année 77-78 des actions menées dans les laboratoires:

- Juin 77, faculté de médecine Odéon, Paris. Laboratoire de recherche, Orsay.
- Juillet 77, hôpital Salpêtrière, Paris.
- Août 77, faculté de Jussieu, Paris.
- Septembre 77, bris de vitrine à « Chassorbis » (agence de safari), Paris.
- Décembre 77, faculté de médecine, Odéon, Paris.
- Février 78, école vétérinaire, Maisons-Alfort.
- Mai 78, hôpital Broussais, Paris. Première intervention en public lors du meeting de la Ligue contre la vivisection avec les animaux pris la veille à Broussais.
- Juin 78, hôpital de Villejuif.

Total: 96 animaux sortis qui ont réappris ce que voulait dire le mot vivre.

P.G.

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

Les mutilations sexuelles sur les femmes africaines

SAVEZ-VOUS ce qu'est l'excision? Connaissez-vous la « pittoresque coutume », comme disent certains ethnologues au goût douteux, qu'est l'infibulation?

Il s'agit de deux pratiques très répandues en Afrique, surtout dans les pays de religion musulmane. L'excision ou clitoridectomie, est le nom donné à l'opération d'ablation du clitoris. Cette opération mutilatoire est subie par des petites filles de six à douze ans selon les pays, et se déroule la plupart du temps dans des conditions atroces. L'exciseuse du village ou du quartier, aidée de quelques femmes, « opère » sans aucune anesthésie à l'aide d'un couteau de cuisine ou encore d'un tesson de bouteille ou d'un couvercle de boîte de conserve rouillé. Bien souvent, non seulement on arrache le clitoris mais on coupe également les petites lèvres quand on ne va pas jusqu'à l'infibulation, c'est-à-dire la fixation des grandes lèvres l'une contre l'autre à l'aide d'épines d'acacias. L'infibulation constitue bien évidemment une garantie de la virginité de la fille jusqu'à son mariage. Ce jour là, elle sera « ouverte » par son mari qui devra bien souvent se servir d'un poignard pour procéder à cette ouverture. On imagine facilement que tout rapport sexuel est alors synonyme de souffrance et qu'ensuite la plupart des femmes excisées deviennent stériles. On tremble de révolte devant de tels carnages!

Des millions de femmes sont ainsi mutilées dans le monde, et 5% d'entre elles meurent des suites de cette boucherie.

En effet, l'excision est pratiquée dans une vingtaine de pays dont le Mali (90% des Maliennes sont excisées), la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, l'Éthiopie, la Guinée (pays ayant soi-disant accompli sa révolution socialiste), l'Égypte, la Jordanie et le sud de l'Algérie. Et ce ne sont pas les missionnaires ou les colons qui ont cherché à faire abolir cette coutume, on s'en doute! L'excision n'est pas seulement abominable de cruauté par les douleurs physiques qu'elle fait subir, elle est le reflet de l'état d'esprit qui réduit ces femmes africaines à pratiquer cette mutilation. Comme cette pratique montre bien le désir de vouloir faire de la femme un être dépossédé de toute autonomie! Le fait que l'excision se pratique parfois à Bamako, capitale du Mali, sous anesthésie dans un hôpital ultra-moderne, ne change absolument rien à sa finalité.

Excisée et infibulée, la femme est aux yeux des hommes une marchandise que l'on s'approprie et qui sert uniquement au travail et à la reproduction. Il s'agit avant tout de nier le corps de la femme, nier ses désirs et le fait qu'elle puisse avoir du plaisir. Il faut se l'approprier entièrement! Certains hommes font infibuler leurs femmes chaque fois qu'ils partent en voyage et qu'ils les laissent seules. C'est ainsi qu'une africaine peut être « coureuse » et « décousue » plusieurs fois dans sa vie.

Dans ces conditions, pourquoi les femmes d'Afrique ne refusent-elles pas de faire pratiquer l'excision sur leurs filles, elles qui souffrent d'être excisées? Peut-être parce que se révolter équivaudrait à un suicide social, ce serait accepter d'être mise au ban de la société, ce serait renoncer au mariage et à la considération de ses proches. Comme l'écrit un Soudanais: « Les femmes entières et béantes ne trouvent pas preneur chez nous. »

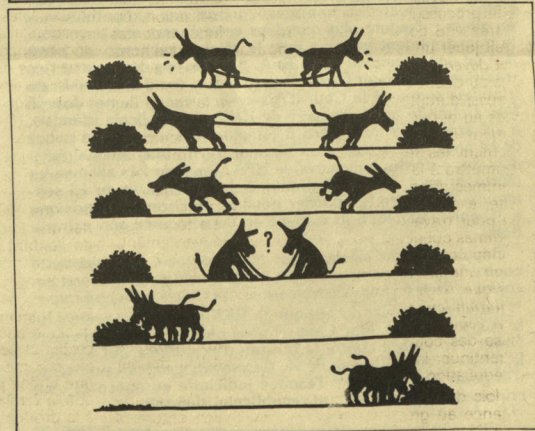
Et les femmes qui vivent retranchées dans des petits villages d'Afrique, ne peuvent pas courir ce risque, elles ne peuvent même pas l'envisager, elles ne peuvent même pas partir, n'ayant aucune autonomie financière.

Pourtant certaines se révoltent, surtout dans les villes, celles qui peuvent s'ouvrir au monde extérieur. Awa Thiam, dans son livre *La parole aux négresses* (éditions Denoël-Gonthier), nous en parle et essaie de nous faire comprendre et connaître la vie de tous les jours des Africaines. Elle nous montre que beaucoup de noires luttent pour leur liberté et elle écrit: « Ce serait beau à voir des femmes excisées et infibulées qui se révoltent contre ces pratiques, et cela dans leurs pays: de quoi sembler la débandade chez nos frères négro-africains. »

C'est déjà très positif d'informer le plus de monde possible sur ce sujet et de s'émouvoir sur le sort des victimes car auparavant tout cela était passé sous silence sous le prétexte du respect des coutumes ancestrales à conserver pour que l'Afrique garde son identité propre.

Mais il faut aussi que cela débouche sur une pratique consécutive; un simple mouvement de compassion ne résoudra rien.

Catherine
(gr. Sacco-Vanzetti)



Allemagne

UN CAS D'INSOUMISSION TOTALE — Le 24 août, l'insoumis Dieter Schoffmann a été arrêté à Cologne et incarcéré dans la caserne de Celle : il risque un mois à cinq ans de prison. En 72 il avait fait une demande de statut d'objecteur de conscience. Par deux fois la commission avait refusé sa demande. Schoffmann décida de ne plus tenir compte de cette commission. Il demanda la suspension totale de l'armée et du service civil qui n'est qu'une justification déguisée du service militaire. Il a fondé en Allemagne le mouvement d'« oppo-

sition collective non violente au service militaire et civil » qui groupe une dizaine de membres. Il est à prévoir que d'autres « insoumis totaux » seront poursuivis.

LE KONZERN SIEMENS DANS LA SARRE — Il y avait, au début des années 60, un grand nombre de sans-travail dans la

Informations internationales

Sarre et le gouvernement du Land favorisait l'implantation d'industries nouvelles par des subventions et des cessions de terrains à prix très bas. On fut tout heureux de voir la puissante société Siemens s'installer dans la Sarre à Saint-Wendel, Saint-Ingbert et Gonsweiler : 2700 emplois furent ainsi créés. Depuis 1976, les usines de St-Wendel et St-Ingbert, après avoir réduit leurs effectifs, ont été définitivement fermées (1100 emplois supprimés). A Gersweiler la situation est critique : en décembre 73 il y avait environ 1715 emplois et en septembre 77 seulement 592. On annonçait pour la fin 78, 150 nouveaux licenciements : cette mesure semble avoir été rapportée et Siemens promet de maintenir à Gersweiler sa production jusqu'à la fin de 79. Mais après ? Tout laisse penser que les entreprises Siemens fermeront définitivement dans la Sarre.

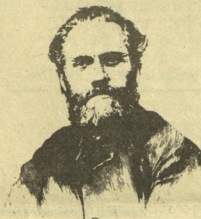
Si on cherche les causes de ces fermetures, on ne peut incriminer le déclin de Siemens. Ce Konzern n'a jamais été plus prospère : l'exercice 76 accuse un bénéfice de 30% et les actions de valeur nominale 50 DM sont honorées d'un dividende de 8 DM ! Le manque de commandes est hors de cause : l'année 76 - marquée par des licenciements - a vu croître les commandes dans de fortes proportions. De même aucun changement de structure ne peut être responsable. Il reste alors seulement deux explications possibles - et évidentes. Siemens n'a créé ces entreprises de la Sarre que pour bénéficier des avantages offerts aux implantations d'industries... et des salaires inférieurs payés dans cette région où sévissait le chômage. Et maintenant Siemens réduit le nombre de ses entreprises : tandis qu'on licencie à Gersweiler, on embauche à Spire ! Autre explication : de plus en plus Siemens installe des usines à l'étranger. De 70 à 76 Siemens a supprimé en Allemagne 26 000 emplois et en a créé 29 000 en Italie, Corée de Sud, Iran, Roumanie, Bulgarie, Afrique du Sud. Avec des salaires incroyablement bas (1,61 DM l'heure en Afrique du Sud, 3,50 DM par jour en Corée). On comprend que l'exploitation des ouvriers de ces pays sous-développés intéresse beaucoup plus le Konzern Siemens que le maintien des emplois dans sa propre « Patrie » !

hollande

Le 19 août, l'incendie d'un cinéma en Iran fit plus de 300 victimes et l'opposition clandestine fut accusée d'avoir organisé cet attentat. Un groupe d'étudiants iraniens occupa alors à La Haye l'ambassade d'Iran, cherchant dans les archives la preuve des menées et de la culpabilité possible des services secrets SAVAK. Groupe non-violent qui, après avoir fouillé les archives, fut arrêté par la police. Il ressort de ces recherches que l'ambassade d'Iran se livrait à un véritable travail d'espionnage : on a trouvé des dossiers relatifs à des citoyens néerlandais qui s'étaient déclarés hostiles à la dictature du Shah, ainsi que les preuves de la corruption de certains commissaires de police. Certains dossiers n'ont pu être consti-

tués que grâce aux services de la police néerlandaise. Il faut s'attendre à de curieuses révélations quand sera ouvert le procès des étudiants arrêtés. Cette occupation de l'ambassade n'est pas la première. Le cas précédent n'avait entraîné qu'une amende de 400 F, ce qui avait suscité le courroux de Schol. On peut craindre que les juges prennent en considération les menaces de représailles économiques formulées par le Shah et visant la livraison de bateaux de l'entreprise néerlandaise Verolme.

Nos camarades de la fédération socialiste libertaire viennent de publier un numéro spécial de leur revue *De Vrije Socialist*, de 54 pages, pour commémorer le 80^e anniversaire de la fondation de la revue. On reproduit la première page du n°1, paru le 2 avril 1898 : le rédacteur était Domela Nieuwenhuis, le militant bien connu du mouvement anarchiste. Suit un historique détaillé de la revue durant ces 80 ans.



Domela Nieuwenhuis

belgique

OCCUPATION D'USINE ET AUTOPRODUCTION — Les établissements Salik à Quaregnon (textiles, fabrication de jean's) devaient fermer en août. Le 17 août la majorité des ouvriers ont occupé l'usine et se sont organisés pour produire directement les jean's. Cette occupation a été soutenue par la centrale chrétienne CSC : soutien sincère de la part des militants les plus combattifs, opération publicitaire à quelques mois des élections sociales. La centrale FGTB, liée au ministre socialiste, a condamné cette occupation « sauvage » qualifiée « d'irresponsable ». Cependant nombre d'organisations de la FGTB se sont solidarisées avec les ouvrières en lutte. La production a démarré, une journée « portes ouvertes » a eu un gros succès et la vente des jean's a été très satisfaisante. Comme chez Lip, il faut s'attendre à une offensive juridique de Salik : quelle que soit l'issue, une revendication prime toutes les autres, le maintien des 330 emplois.

états-unis

PAS DE BOMBES POUR LE CHILI — En 1976, le Congrès américain décidait de suspendre les expéditions d'armes à destination du Chili afin que la dictature militaire chilienne ne s'en serve pas contre le peuple. Il apparaît cependant que le Congrès avait besoin d'une petite

aide pour faire respecter sa décision souveraine.

Cette aide est arrivée. Le mois dernier, les membres de l'ILWU (Union des travailleurs des entrepôts et des docks internationaux) refusaient de charger une cargaison de bombes à destination du Chili. Les bombes avaient été découvertes par un membre de l'union dans les entrepôts commerciaux de San Francisco, et les dockers avaient été prévenus à leur local. Ils refusèrent de les toucher. Malgré cela, les bombes étaient transportées jusqu'aux quais d'embarquement. Là, de nouveau les dockers refusèrent de les charger en prétextant qu'il fallait respecter les décisions du Congrès et que ces bombes étaient sous une interdiction d'embarquement. A cette heure, où paraissent ces lignes dans notre presse, les bombes pour le Chili sont encore à San Francisco, et d'après l'ILWU elles resteront là tant que cette affaire concernera l'union.

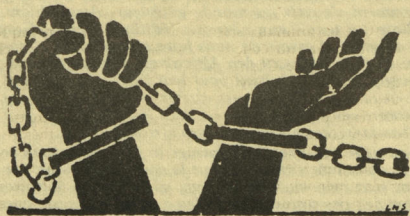
D'après *Industrial Worker*

Chasse à l'homme... sans frontières

DEPUIS décembre dernier, vingt-six extrémistes - ou terroristes -, ayant purgé leur peine, ont été libérés en Allemagne fédérale : l'Union des juges allemands (voir *Le Monde Libertaire* du 14 septembre) s'inquiète et préconise à l'avenir une prolongation de la détention pour ces individus dangereux. Cependant, la chasse aux terroristes continue à l'échelle internationale. Ridiculisée par les trois « terroristes » qui ont, à plusieurs reprises, survolé en hélicoptère le sud-ouest de l'Allemagne, la police a pris sa revanche le 6 septembre en abattant à vue, dans un restaurant de Dusseldorf, Peter Stoll. Une battue monstre a été organisée pour retrouver deux complices : Klar et Adelheid Schulz.

Stoll - si on en croit la presse - était le « cerveau présumé de la nouvelle génération de l'extrémisme ouest-allemand ». Il était « soupçonné » d'avoir participé aux meurtres de Bubaack, de Ponto et de Schleyer. Présumé... soupçonné ! Il n'en faut pas davantage pour être traqué et tué, ce qui évite tout procès et toute preuve. La police allemande bénéficie de la coopération des services de sécurité étrangers : l'Europe des polices s'est constituée spontanément et les Etats jaloux de leur souveraineté, incapables de s'entendre dans le domaine politique, économique ou monétaire, ont réalisé instantanément le Front Commun antiterroriste ! Et il faut reconnaître que le bilan est positif et que le tableau de chasse - bien que provisoire - est encourageant.

Après les suicides - présumés ! - d'Ulrike Meinhof (mai 76), de Baader, Raspe et Gudrun Esslin (octobre 77), une quinzaine de terroristes « présumés » ont été arrêtés par les polices européennes : trois à Amsterdam et Utrecht par la police néerlandaise (novembre 77), deux par la police suisse (décembre 77), un (Wisnienski) par la police française à Orly et extradé (mai 78), quatre par la police yougoslave (mai 78), quatre par la police bulgare (juin 78). Comme on le voit, les républiques populaires se sentent solidaires des démocraties bourgeoises. Toucher à l'autorité sacrée de l'Etat est le crime par excellence, à l'Est comme à l'Ouest. Pour renforcer cette touchante collaboration, une réunion des ministres de l'Intérieur des pays intéressés vient de se tenir dans le plus grand secret : soyons assurés que ces messieurs ont pris des mesures énergiques pour assurer ce qu'ils appellent « notre sécurité ».



Les temps semblent venus où, un peu partout dans le monde, la police est reine : tout individu non-conformiste, mal-pensant est soupçonné de sympathiser avec « une organisation criminelle », et il est un terroriste « présumé », un « nuisible », et il peut s'attendre à être traité comme tel. Quant on veut massacrer impunément tourterelles et palombes, ne les qualifie-t-on pas d'animaux nuisibles ? Dans ces battues contre les « nuisibles » - animaux ou hommes -, toutes nos sympathies vont au gibier : d'autant plus que dans cette chasse aux terroristes, le gouvernement français joue le rôle de rabatteur au bénéfice du gouvernement de la RFA. Nous avons déjà connu l'extradition de l'avocat Croissant et voici la cas d'un républicain irlandais soumis à la Cour d'Aix-en-Provence : James Joseph Mac Cann, 38 ans, originaire de Belfast, républicain irlandais, a été arrêté le 9 août 1978 à Théoule (France), par la police de ce pays, sur la base d'un mandat d'arrêt international émanant des autorités judiciaires de RFA. Les autorités allemandes affirment qu'il aurait été impliqué dans l'attentat du 13 septembre 73 contre le quartier général de l'armée britannique à Monchengladbach et exigent en conséquence son extradition.

Depuis plusieurs siècles, ceux qui participent à la résistance contre la présence britannique en Irlande, pour que soit reconnu le droit à l'autodétermination, ont trouvé asile en France.

Indépendamment du fait que la RFA n'a aucune preuve de la culpabilité de J. Mac Cann, il nous paraît important de nous élever par avance contre la mesure d'extradition qui pourrait le frapper. Après le cas de K. Croissant, cette mesure tente d'imposer dans les faï- l'espace judiciaire européen et veut criminaliser le mouve- nt républicain irlandais.

Jean BARRUÉ

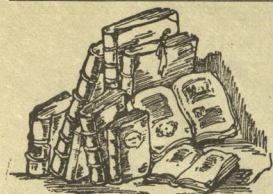
Un comité a été créé pour défendre les droits des prisonniers et pour dénoncer l'existence des « Control Unit Behavior Modification Programme », l'équivalent de nos Quartiers de Haute Sécurité et pour en exiger auprès des autorités la fermeture.

Des manifestations d'ampleur nationale sont prévues. Dans un communiqué adressé aux libertaires et aux organisations anarchistes du monde entier, le comité appelle à la solidarité internationale pour sauver Lorenzo Komboa Erwin, un militant anarchiste noir. Le communiqué fait état, entre autres, des menaces particulières dont Lorenzo Komboa fait l'objet : « Parmi les Marion Brothers (les Frères de Marion, nom de l'organisation des prisonniers du pénitencier de Marion-Illinois) figure Lorenzo Komboa, un militant anarchiste noir. Il est arrivé le 3 avril 78 dans le QHS et depuis ce temps le personnel pénitenciaire a multiplié les agressions sur sa personne et essayé à différentes reprises de monter la tête aux autres prisonniers en allant même à plusieurs occasions jusqu'à fournir des armes aux compagnons de cellule de Lorenzo afin qu'ils le tuent. Notre compagnon ne doit d'être en vie qu'à son refus de répondre à la moindre provocation. Il affirme que le « Control Unit » est une véritable chambre de tortures, un camp de la mort et cite la mort d'au moins 10 prisonniers (3 sont morts en 77) et dénonce enfin que des centaines d'autres sont devenus fous ou se sont auto-mutilés ».



Le comité exige la libération immédiate de Lorenzo Komboa et la fermeture du QHS. Pour aider notre camarade emprisonné, vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante :

Lorenzo Komboa Erwin
18 759-175
P.O. Box 1000
Marion, Illinois 62 959



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Quatre femmes terroristes contre le tsar

Textes réunis et présentés par C. Faure Ed. F. Maspéro

VERA Zassoulitch, Olga Loubatouitch, Elisabeth Kovalskaïa, Vera Figner, quatre militantes révolutionnaires venues du nihilisme, qui appartiennent, entre 1870 et 1880 à « Terre et Liberté », au « Partage Noir » ou même à « La volonté du peuple », sont les auteurs des textes qui composent cet ouvrage et que Christine Faure a extrait des Mémoires qu'elles ont laissés et qu'elle nous présente dans leur contexte historique avec une clarté qui nous restitue cette période révolutionnaire de la Russie. Ces pages ont été écrites bien longtemps après que se soient écoulés les événements qu'elles nous rapportent, mais elles ont gardé cette fraîcheur que le romancier ou l'historien ne peuvent que rarement atteindre et que seul le militant qui conserve dans son cœur un instant de sa jeunesse chère peut restituer. Pour celui-là, à côté des événements qui prendront place dans l'histoire, les petits riens tragi-comiques de la vie quotidienne d'un clandestin prennent une importance dans sa chair donc dans son souvenir, que méprisent ceux qui considèrent qu'ils doivent survoler l'histoire.

Ces quatre textes sont, je ne dirais pas d'inégale importance, car la présentatrice les a choisis probablement pour leur contraste, mais d'inégale substance. Les deux premiers ont trait surtout à l'action terroriste, les

deux autres sont pour l'un une série de portraits de militants révolutionnaires russes, soit en Russie, soit à Zurich où les exilés se rassemblent, ou pour l'autre des pages d'ambiance. Et parmi ces portraits, un court crayon de Pierre Kropotkine.

Mais de tous ces textes, celui qui passionnera plus les militants anarchistes, est celui de Vera Zassoulitch et de ses rapports avec Netchaïev. Ce chapitre est divisé en deux parties. Dans la première, Vera nous campe le personnage, et dès sa première rencontre avec les jeunes étudiants révolutionnaires, son âme tourmentée, sa duplicité, sa ferveur révolutionnaire nous frappent. Il s'agit de ce mélange monstrueux que Dostoïevski nous a si bien décrit dans Les Possédés. Pour établir sa qualité de « chef » et son « infailibilité », Netchaïev n'hésite pas à simuler des poursuites et même son arrestation. Vera nous décrit minutieusement l'assassinat de l'étudiant Ivanov, sacrifié à l'ambition délirante du personnage. Elle nous explique son emprise sur ces jeunes révolutionnaires dont la naïveté est stupéfiante. Sous sa plume, l'agitateur apparaît et disparaît comme un personnage de comédie, provoquant de multiples arrestations et semant après chaque passage le découragement et la colère. La seconde partie du texte de Vera est à la fois révélateur et plaisant. Il s'agit des rapports de la militante avec Netchaïev. Vera est alors jeune fille, timide et réservée. Pour les besoins de sa propagande, il n'hésitera pas à se déclarer amoureux d'elle. Elle ne le croira pas. Plus tard, elle comprendra qu'elle a eu raison. Et on voit se dessiner une méthode qui sera reprise de nos jours par le terrorisme palestinien ou autre, et dans laquelle ce désir vrai ou supposé d'une femme deviendra un des éléments de l'action révolutionnaire, et pour cela et pour ces méthodes individualistes particulières, Netchaïev est vraiment le père d'un certain terrorisme dans lequel l'anarchisme n'a pas grand chose à voir. Mais il est certain qu'après son arrestation, des groupes se réclamant de lui continueront à exister pendant quelques années et que son influence continuera, et nous verrons Vera la douce faire un carton sur le général Trepov. Elle s'en tira bien, amorcera une carrière politique orientée par le marxisme et vera se lever sur la Russie un communisme qu'elle accueillera sans complaisance.

Je n'ai plus la place pour parler des trois autres militantes dont les textes nous touchent de moins près, mais qui ne sont pas moins passionnants dans la diversité de leur facture. Le lecteur les découvrira et je suis bien persuadé que son cœur se serrera devant cet étalage de nombreuses années de prison qu'elles eurent alors à subir dans des conditions à peine imaginables de nos jours.

Un beau livre qui restitue la part des femmes dans la lutte que nous continuons, qui n'est pas un livre de femmes pour des femmes mais une somme pour ceux qui rêvent, hommes ou femmes, d'une humanité meilleure.

Erick

* (publicitaires)

Notes de lecture

L'ANARCHISME EN PROVENCE

APRÈS plusieurs années de recherches et d'étude, René Bianco a soutenu une thèse de 3^e cycle à Aix-en-Provence en octobre de l'an dernier. Cette thèse, concernant l'« Histoire du mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône de 1880 à 1914 », a été publiée dans un numéro spécial du Bulletin du CIRA Marseille.

Le premier volume, comptant près de 500 pages, s'articule en quatre parties.

La première est consacrée aux origines de l'esprit libéral, à sa concrétisation par le travail des grands théoriciens anarchistes, au rôle que nos compagnons ont joué dans la 1^{re} Internationale avec une indication particulière pour la section marseillaise et le Congrès de Marseille de 1879.

La seconde partie concerne le développement du mouvement à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône pour les 35 années de la Belle Époque. Les groupes, l'action syndicaliste et antimilitariste ou, plus généralement, de protestation, la répression policière face à la reprise individuelle et l'attitude de la grande presse font l'objet, malgré les difficultés rencontrées, d'un exposé rigoureux.

Les moyens de propagande constituent la troisième partie. La propagande écrite (livres, brochures, affiches, journaux) et aussi la propagande orale (les réunions, les conférences). A noter un chapitre très intéressant sur le théâtre social comme moyen de divulgation des idées anarchistes.

Enfin, la dernière articulation s'intéresse aux hommes, à nos compagnons. Des gens humbles, boulangers, cordonniers, dockers,

menuisiers, cochers de fiacres, etc... et même une compagne « somnambule-cartomancienne » ! Beaucoup d'étrangers aussi, dont des Espagnols et surtout des Italiens qui ont émigré en masse à Marseille à la fin du siècle dernier à la recherche de travail et d'un peu de pain.

Le second volume, quant à lui, est un dictionnaire biographique très complet sur les militants, parfois connus, mais le plus souvent oubliés.

Le tout étant émaillé de nombreux graphiques, tableaux et de plusieurs documents en annexe qui, je pense, ne laisseront pas insensibles les anarchistes d'aujourd'hui.

Le style est clair, les indications minutieuses, les renseignements les plus précis possibles, autant de facteurs rendant la lecture agréable et l'exploitation historique aisée. De plus l'auteur est l'un des nôtres et son grand intérêt pour les idées anarchistes se sent à toutes les pages

malgré une objectivité universitaire de rigueur.

Ce travail de fourmi a été réalisé par une équipe. Ce n'est pas une compilation froide et présomptueuse d'un maître de la science historique, mais l'œuvre chaleureuse d'une communauté humaine gagnée à l'anarchie.

Moyennant 70 F vous pouvez encore acquérir un exemplaire de cette thèse à l'adresse du Groupe Libertaire de Marseille. Bien qu'éminemment tournés vers l'avenir et plongés à corps perdu dans le présent, il est bon parfois de nous retourner vers notre passé pour y trouver quelques moyens de propagande judicieux mais oubliés, et pour nous apercevoir que nous sommes les héritiers d'une très vieille tradition de solidarité et de liberté.

Elisée Reclus et Kropotkine disaient : « L'anarchie est aussi ancienne que l'humanité ».

Bernard APPY

Théâtre

Prends bien garde aux Zeppelins

Théâtre des Bouffes du Nord

LE spectacle sans textes qu'on nous présente pourrait être un échec total. Cependant, l'on peut retenir l'attention de toute une salle par les images, les couleurs, les sons qui créent l'émotion comme le déclarent eux-mêmes les créateurs : « Le discours textuel est remplacé par un discours sonore, visuel, lumineux ». Je dois admettre que le maître d'œuvre de cette présentation a totalement réussi. Certains tableaux prennent une allure grandiose : souvenirs-nous de l'usine et l'annonce de la guerre, le café berlinois, la réunion diplomatique et la beauté plastique des combattants à l'attaque. Une petite faute, facilement repérable, le chant d'un couplet patriotique dédié à je ne sais quel général, qui laisse retomber l'attention du public et casse le rythme visuel. La scène de l'attaque, qui revient au final avec la présence de tous les responsables des massacres, reste à mes yeux un chef-d'œuvre. Je serais curieux de savoir quel cinéaste pourrait réaliser la même émotion collective, sans textes, simplement avec la pellicule. A toute l'équipe du « Retour de Gulliver » j'adresse mes remerciements.

Peines de cœur

d'une chatte anglaise

Théâtre Montparnasse

LORSQUE les animaux sont mis en scène, cela provoque presque toujours un échec. Edmond Rostand a payé cher les mauvais costumes de *Chantecler* lors de la création. Alors, s'inspirer des dessins de Granville pour illustrer une nouvelle, assez baroque, de Balzac, c'est chercher l'impossible. Geneviève Serreau s'est risquée dans l'aventure. Les peines de cette chatte, qu'on veut éduquer comme une « lady », sont présentées au théâtre Montparnasse avec beaucoup de goût et une extraordinaire ingéniosité : si vous aimez les animaux et les dessins de Granville, venez les voir s'animer ici. Une importante part de la réussite revient aux auteurs des costumes, Claude Gastine, et des masques, Rostilav Doboujinsky. Les décors évoquent l'époque victorienne et Emilio Carcano présente de grandes images d'Épinal convenant parfaitement à cette histoire poétique pour grands adultes sages.

Une très jolie chatte blanche est mariée, par convenance, à un vieux barbon, boursier et laid. Lasse de ce compagnonnage, elle portera ses yeux sur les toits et y découvrira un matou, poète et amoureux, Brisquet, le compagnon rêvé. Hélas, un jaloux et envieux capitaine tuera le soupireur d'un coup de dague. Beauty gardera le souvenir éternel de Brisquet et deviendra célèbre en écrivant *Peines de cœur d'une chatte anglaise*. Avec ses revenus littéraires elle fera édifier une statue à son regret Brisquet. Quant au vilain et fourbe capitaine, il part pour les Indes, peu après son crime, et est tué comme il se doit.

Cette belle histoire pour les petits de 5 à 8 ans parvient pourtant à être écoutée comme une comédie dramatique jouée par des humains. A quoi tient cette réussite ? Je crois devoir en attribuer le mérite à l'homogénéité de la troupe, est-ce la sécurité que donne le masque ? Est-ce le divertissement des acteurs à se contempler en animaux ? A mon avis c'est un peu cela et surtout un merveilleux travail d'équipe. Nous n'avons plus à contempler des acteurs cherchant à se faire valoir, mais nous voyons des animaux déchainés et se surpassant de vivacité et d'agilité. N'est-ce pas Arabelle ?

Beauty, la chatte blanche devenue chatte de lettre, c'est la gracieuse Marilu Marini. Près d'elle, ses merveilleux partenaires qui paraissent sous plusieurs aspects. Jérôme Nicolin, Jacques Jolivet, Facundo Bo, Alain Salomon et Harry Lager, puis Raquel Iruzubieta, Amélie Berg. Je félicite l'animalier, pardon le metteur en scène, de cette superbe ménagerie, ce magicien c'est Alfredo Rodriguez Arias.

Francis AGRY

Cinéma

LE DOSSIER 51

UN film d'espionnage « banal » diront certains. Eh bien pas du tout ! Et cela tient au fait que Michel Deville a réussi à transposer un sujet archi-classique par une mise en scène d'un aspect complètement nouveau.

Le thème ? Des services de renseignements dont les différents bureaux se tirent dans les pattes, essayent de transformer une personnalité du quai d'Orsay en un de leurs agents de renseignement, et ce par le chantage.

Les réalisateurs du film se sont révélés particulièrement habiles à faire naître l'angoisse chez le spectateur par la portée de l'impact psychologique créé par ce genre bien particulier qu'est celui du document politico-policier, angoisse qui pousse à la réflexion. Les différentes pièces du dossier 51 - matricule du personnage central - tombent une à une créant un climat de complexité caractéristique, la vie de « 51 » est complètement mise à nue, ses moindres réactions étudiées par d'éminents psychologues, et tout cela avec l'aide précieuse fournie par toute une chaîne d'ordinateurs.

Ajoutez à cela la facilité effaçante avec laquelle sont manipulés les protagonistes de l'affaire et vous aurez une idée du tableau.

C'est un très bon film à voir en cette période de rentrée.

J.-C. CORMIER

Ces princes qui s'entrecroisent sur les routes du Moyen-Orient

(suite de la page 1)

leurs jänissaires sur les caravanes et qui se vendaient aux Turcs avec la même impudeur que nos nouveaux satrapes se livrent à l'Amérique ou à la Russie.

Et Israël ? Sur Israël, l'histoire, disons la légende, c'est plus vrai, conduit le peuple à la catastrophe. Israël non plus ne veut pas des Palestiniens qui en deux générations submergeraient sa population. Israël a peur d'être rejetée à la mer, ce qui lui arrivera immanquablement avec le temps si elle continue sa politique de camp retranché.

Il n'y a pas au Moyen-Orient de repos sans que soit réglé le problème des Palestiniens, sans que les Palestiniens sortent de leur ghetto. Pourtant personne ne veut recueillir sur ce qu'il prétend être « son sol » cette masse devenue « étrangère » et qui risque de le déséquilibrer. Et c'est là le vrai problème du Moyen-Orient. Et à ce problè-

me, une seule solution : le fédéralisme de tous ces peuples conservant leurs coutumes et mettant en commun leurs intérêts généraux. Le fédéralisme c'est-à-dire la liberté de circulation entre les frontières, la possibilité de s'installer là où il existe du travail, là où des possibilités s'offrent de vivre. C'est le seul moyen de voir se disloquer la masse des Palestiniens, de la voir se répandre à travers le Moyen-Orient, de se fixer là où elle peut vivre dans la paix et la liberté. Solution qui relève de la logique. Solution que repoussent les pays arabes « durs », qui veulent conserver une masse de manœuvre exaspérée qui leur sert de pion sur l'échiquier politique, que repoussent les roitelets du désert, clients de l'Amérique qui redoute l'esprit de subversion des Palestiniens, ce qui pourrait faire chanceler leur trône, que ne veulent pas les Israéliens qui ont peur d'être submergés par la démographie

galopante des Palestiniens. C'est pourtant la seule solution.

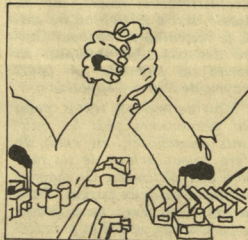
Israël doit se souvenir que les petits peuples conquérants ne durent qu'une saison et qu'après avoir été longtemps dominé, le colosse russe a fini par submerger la Suède de Charles XII. Les pays arabes n'ignorent pas qu'Israël possède la bombe atomique et que les faucons n'hésiteront pas à raser même le désert. Oui, seul le fédéralisme peut, après un temps impossible à évaluer, disloquer les blocs de pression racistes, nationalistes, religieux, impérialistes. Ou s'installera dans ces pays aux frontières ridicules relevant de la conquête, un fédéralisme d'abord géographique puis économique, ou alors le drame du Moyen-Orient se terminera dans un bain de sang qui risque de s'étendre à toute la planète et de noyer les apprentis sorciers qui seront à son origine.

Maurice JOYEUX

Sidérurgie

La logique d'un système

Le plan pour sauver la sidérurgie vient d'être mis sur pied. Qu'en est-il exactement ? Confirme-t-il une volonté politique de changement ? Foin de tout cela. Comme aux plus beaux jours de « notre » grandeur nationale, on paré au plus pressé, on rapièce avec un désir évident de conserver une industrie lourde quel que soit le contexte international et quel que soit sa situation financière que l'on sait des plus graves. Comment a-t-on pu en arriver là alors que nous disposons d'usines parmi les plus modernes côtoyant, il est vrai, des installations vétustes mais qui tournent ?



Le bras de fer

Si la compétition capitaliste internationale explique pour partie les difficultés de l'industrie française de l'acier, il serait vain d'y voir là la cause unique. D'autres économies occidentales confrontées de la même manière à la crise de production du système international ne s'en sont pas si mal. Le vrai problème est ailleurs.

En fait nous subissons aujourd'hui les contre-coups de la mauvaise gestion capitaliste, gestion qui s'est fort bien accommodée de l'ingérence étatique sur les choix industriels des aciéristes. Tel l'objectif du 7^e plan qui leur assignait d'accroître de 50% leur capacité de production. Type de servitude acceptée d'autant volontairement que l'Etat ne lésinait pas à accorder des subsides financiers importants. Dans ce joli pas de deux, les responsabilités restent mutuelles et nous avons là le plus bel exemple d'une logique de relations Etat-Capital poussée à son extrême et qui conduit à l'impasse que nous connaissons. Toute autre extrapolation appliquée à d'autres activités serait fortuite et n'engagerait que la responsabilité de leur auteur...

La semaine dernière, nous osions espérer dans ce même journal, que notre grand économiste-premier ministre ferait œuvre d'imagination. Follement nous aurions pu penser que l'orfèvre économique se pencherait sur la recherche d'un nouveau type de structuration de ce secteur et son adaptation aux nouvelles exigences industrielles et économiques. Il n'en fut rien. Une nouvelle fois on réinjectera des subventions, on renflouera le déficit, au frais des contribuables bien sûr, et on laissera les maîtres de forges prendre ou ne pas prendre des mesures industrielles qui s'imposent. Et parmi celles-ci, ne doutons pas que la compression d'emplois sera l'une des toutes premières à être appliquées. L'opération en sera d'autant plus facilitée et acceptée de l'opinion publique que les médias ont parfaitement joué le jeu de la dramatisation. Comme si le problème n'était daté que de ces derniers jours!

Industrie-clé, base du développement économique, elle restera n'en doutons pas protégée par les pouvoirs publics même si sa survie nécessite le remplissage continu du gouffre financier qu'elle engendre. Cette situation fait partie, et une de plus, des absurdités du système capitaliste et étatique actuel qui, au nom d'intérêts dits stratégiques, d'indépendance, nous fait les payer chèrement...

Roland BOSDEVEIX

La grève des pompistes de Barcelone

Anarcho-syndicalisme ou domestication

À Barcelone et dans sa province, la grève des employés des stations-service se poursuit depuis près d'un mois maintenant.

Affiliés dans leur grande majorité à la centrale anarcho-syndicaliste C.N.T. (75% des syndiqués), les travailleurs luttent pour le maintien dans ce secteur de la convention collective régionale qui les régit jusqu'à présent et à laquelle le patronat semble bien décidé, par tous les moyens, à mettre un terme.

Le conflit s'est engagé, en effet, après la signature d'un accord portant sur une convention collective nationale, bien inférieure dans ses avantages à la convention régionale, accord passé entre le patronat concerné et les centrales syndicales U.G.T. (socialiste) et Commissions Ouvrières (communiste), centrales qui ne regroupent, à elles deux, que 8% des travailleurs de ce secteur.

Malgré la totale illégalité de l'opération conclue, puisque la législation espagnole ne reconnaît pas aux centrales syndicales le droit de mener à bien de tels accords, malgré le droit légitime des travailleurs à se mettre en grève, l'Etat n'a pas hésité à déclarer celle-ci illégale et à déployer contre elle les moyens qui sont les siens depuis toujours : la répression, la menace et le chantage.

Après avoir, dans un premier temps, chassé les piquets de grève en tirant à l'occasion sur les travailleurs comme au bon vieux temps du franquisme, la police a disposé ses hommes dans les stations-service pour y accomplir le travail abandonné par les grévistes.



Vous ne rêvez pas, c'est un bien un flic qui travaille... mais c'est pour briser la grève!

Il est intéressant de signaler ici qu'après avoir trahi une première fois la volonté de l'immense majorité des travailleurs en signant une convention que ces derniers rejetaient, l'U.G.T. et les Commissions Ouvrières se sont montrées disposées, auprès du patronat, à fournir du personnel en remplacement des grévistes. La police a en effet d'autres tâches à accomplir et ces deux centrales voyaient surtout par là une excellente occasion de s'implanter dans un secteur où elles sont presque inexistantes.

Signalons enfin qu'avec les « bavures » inévitables qui ont lieu dès qu'une police se manifeste, 400 licenciements ont été prononcés, licenciements auxquels le patronat ne renoncera qu'en échange d'une acceptation sans condition de la convention collective nationale et d'un retour au travail.

Mais au-delà des péripéties d'une grève dure et du phénomène répressif déployé en la circonstance (le déploiement policier dans la province de Barcelone est comparable à celui auquel on a pu assister dans les moments les plus graves traversés par le Pays Basque), c'est un combat d'une toute autre importance qui se joue en ce moment en Espagne.

Plus que tout autre chose, c'est avant tout le contexte dans lequel cette lutte se mène qui guide patronat, Etat et syndicats domestiqués dans leur volonté commune de briser cette grève à tout prix.

Accepté par toutes les forces politiques et syndicales espagnoles, hormis la C.N.T., le pacte de la Moncloa, signé il y a un an, permettait d'assurer une certaine paix sociale dans laquelle Etat, patronat et syndicats, main dans la main et sur le dos des travailleurs, œuvraient à redresser l'économie espagnole. Sur le point de se terminer, un nouvel accord établi entre même partenaires doit lui succéder bientôt, accord baptisé plaisamment du nom de « pacte social », ce qui signifie en fait le maintien des sacrifices pour les travailleurs, des salaires bloqués et des facilités accrues de licenciement pour le patronat, etc.

Tout irait pour le mieux dans ce concert si une note discordante ne se faisait entendre : celle de la C.N.T. qui, libre de toute tutelle politique, et comme elle l'a fait dans le passé, oppose à l'alliance Etat-patronat-syndicats prônée par les communistes et socialistes espagnols, le regroupement des travailleurs au sein d'une organisation autonome et l'action directe comme méthode de lutte.

Une victoire des pompistes de Barcelone, au moment même où U.G.T. et Commissions Ouvrières négocient la soumission des travailleurs auprès de l'Etat et du patronat, serait trop lourde de conséquences pour être admise. On comprend alors que cette grève doit échouer, l'enjeu en est trop important.

Toute mise au pas de la C.N.T. étant exclue, il s'agit aujourd'hui, à travers cette grève, d'éliminer une fois pour toutes une centrale syndicale qui gêne, et d'éliminer, à travers elle, la seule opposition réelle au consensus social qui est en cours en Espagne, en même temps que la domestication du syndicalisme par la main-mise des partis politiques.

Dans cette lutte, la C.N.T. se retrouve seule, en face d'une coalition Etat-patronat-syndicats.

Un silence pesant s'est établi sur cette bataille qui mène actuellement en Espagne la Confédération Nationale du Travail contre ceux qui œuvrent à sa rapide disparition.

C'est pour dénoncer ce silence, et pour qu'au-delà du soutien total qu'elles apportent à leurs camarades pompistes en lutte, se maintiennent la voix et la pratique anarcho-syndicalistes, que les organisations signataires de ce texte appellent à la solidarité morale et financière envers la C.N.T.

Organisation anarcho-syndicaliste des travailleurs contre domestication du mouvement ouvrier, c'est cela qui est en jeu en Espagne...

FÉDÉRATION ANARCHISTE - U.T.C.L.
O.C.L. (R.P.) - C.N.T.F. (Paris)

Pour le soutien financier, expédiez vos dons à

Juan Bonet
Plaza Duque de Medinaceli - 6^e Pal.
BARCELONE 2

ou à
Miguel Sanchez
C.C.P. 2712-631
4, rue de Belfort
31 000 TOULOUSE